

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2017/14218]

26 DECEMBRE 2015. — Loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Monténégro sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles le 9 juin 2010 (1) (2) (3)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** L'Accord entre le Royaume de Belgique et le Monténégro sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles le 9 juin 2010, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Ciergnon, le 26 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,  
D. REYNDEERS

Le Ministre de l'Emploi,  
K. PEETERS

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. JAMBON

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

La Ministre des Affaires sociales,  
M. DE BLOCK

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre des Indépendants,  
W. BORSUS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

Notes

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)):  
Documents: 54-1290

Rapport intégral: 26/10/2015

(2) Voir Décret de la Communauté flamande/Région flamande du 22/01/2016 (*Moniteur belge* du 12/02/2016), Décret de la Communauté germanophone du 12/12/2016 (*Moniteur belge* du 06/01/2017), Décret de la Région wallonne du 07/09/2017 (*Moniteur belge* du 29/09/2017), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 08/12/2016 (*Moniteur belge* du 28/12/2016).

(3) Entrée en vigueur : 01/01/2018

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2017/14218]

26 DECEMBER 2015. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en Montenegro inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door bepaalde gezinsleden van het diplomatiek en consulaire personeel, gedaan te Brussel op 9 juni 2010 (1) (2) (3)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en Montenegro inzake het verrichten van betaalde werkzaamheden door bepaalde gezinsleden van het diplomatiek en consulaire personeel, gedaan te Brussel op 9 juni 2010, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Ciergnon, 26 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,  
D. REYNDEERS

De Minister van Werk,  
K. PEETERS

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. JAMBON

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

De Minister van Sociale Zaken,  
M. DE BLOCK

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

De Minister van Zelfstandigen,  
W. BORSUS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

Nota's

(1)Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)):  
Stukken: 54-1290.

Integraal verslag: 26/10/2015

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/Vlaams Gewest van 22/01/2016 (*Belgisch Staatsblad* van 12/02/2016), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 12/12/2016 (*Belgisch Staatsblad* van 06/01/2017), Decreet van het Waalse Gewest van 07/09/2017 (*Belgisch Staatsblad* van 29/09/2017), Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 08/12/2016 (*Belgisch Staatsblad* van 28/12/2016).

(3) Inwerkingtreding : 01/01/2018

**ACCORD  
ENTRE  
LE ROYAUME DE BELGIQUE  
ET  
LE MONTENEGRO  
SUR  
L'EXERCICE D'ACTIVITES A BUT LUCRATIF  
PAR CERTAINS MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL  
DE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DE POSTES CONSULAIRES**

**LE ROYAUME DE BELGIQUE,**

**ET**

**LE MONTENEGRO,**

**DESIREUX DE CONCLURE** un accord visant à faciliter l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille de membres du personnel de missions diplomatiques de l'Etat d'envoi ou des postes consulaires de ce dernier sur le territoire de l'Etat d'accueil,

**SONT CONVENUS** de ce qui suit:

**ARTICLE 1****Champ d'application**

1. Sur base de réciprocité, les membres de la famille suivants sont autorisés à exercer une activité à but lucratif dans l'Etat d'accueil:
  - a) le conjoint et les enfants célibataires âgés de moins de dix-huit ans d'un agent diplomatique ou d'un fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi affectés:
    - (i) auprès de l'Etat d'accueil, ou
    - (ii) auprès d'organisations internationales ayant un siège dans l'Etat d'accueil;
  - b) de même le conjoint d'un autre membre du personnel de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi ou du personnel du poste consulaire de cet Etat.

Tels que définis à l'article 1 des Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et consulaires (1963) .

2. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sera donnée par les autorités de l'Etat d'accueil conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans ledit Etat et conformément aux dispositions du présent Accord.
3. Cette autorisation ne concernera pas les ressortissants de l'Etat d'accueil ni les résidents permanents sur son territoire.
4. Sauf si l'Etat d'accueil en décide autrement, l'autorisation ne sera pas accordée à celui des bénéficiaires qui, après avoir accepté une activité à but lucratif, cesse de faire partie de la famille des personnes visées au paragraphe premier du présent article.
5. L'autorisation produit ses effets durant la période d'affectation des personnes visées au paragraphe premier du présent article dans la mission diplomatique ou le poste consulaire de l'Etat d'envoi sur le territoire de l'Etat d'accueil, et cesse ses effets au plus tard au terme de cette affectation ou moyennant un délai raisonnable suivant cette échéance.

**ARTICLE 2****Procédures**

1. Toute demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif est envoyée, au nom du bénéficiaire, par l'ambassade de l'Etat d'envoi auprès de la Direction du Protocole du Ministère des Affaires étrangères du Monténégro ou de la Direction du Protocole du Service public fédéral des Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement du Royaume de Belgique, suivant le cas.

Après vérification que la personne en question est un membre de la famille d'un agent visé par le champ d'application de l'Article 1, paragraphe premier, et après examen de la demande officielle, l'ambassade de l'Etat d'envoi sera informée par l'autorité compétente de l'Etat d'accueil que le membre de la famille peut exercer l'activité à but lucratif.

2. Les procédures suivies sont appliquées de manière telle que le bénéficiaire de l'autorisation puisse entreprendre une activité à but lucratif dans les meilleurs délais; toutes les dispositions régissant les permis de travail et autres formalités analogues sont appliquées dans un sens favorable.
3. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif n'entraînera aucune dispense pour le bénéficiaire de satisfaire aux exigences usuelles ou réglementaires relatives aux données personnelles, qualités professionnelles ou autres que l'intéressé doit justifier pour l'exercice de son activité rémunérée.

### ARTICLE 3

#### **Privilèges et immunités en matière civile et administrative**

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière civile et administrative dans l'Etat d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ou de tout autre instrument international applicable, cette immunité ne s'applique pas aux actes découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'Etat d'accueil. L'Etat d'envoi lèvera l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

### ARTICLE 4

#### **Immunité en matière pénale**

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière pénale dans l'Etat d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne précitées ou de tout autre instrument international applicable:

- a) l'Etat d'envoi lève l'immunité de juridiction pénale dont jouit le bénéficiaire de l'autorisation à l'égard de l'Etat d'accueil pour tout acte ou omission découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif, sauf dans des cas particuliers lorsque l'Etat d'envoi estime que cette mesure pourrait être contraire à ses intérêts;
- b) cette levée d'immunité de juridiction pénale ne sera pas considérée comme s'étendant à l'immunité d'exécution de la décision judiciaire, immunité pour laquelle une levée spécifique devra être requise. Dans le cas d'une telle demande spécifique, l'Etat d'envoi prendra la requête de l'Etat d'accueil sérieusement en considération.

### ARTICLE 5

#### **Régimes fiscal et de sécurité sociale**

Conformément aux dispositions des Conventions de Vienne précitées ou en vertu de tout autre instrument international applicable, les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sont assujettis aux régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette activité dans cet Etat.

**ARTICLE 6**  
**Durée et dénonciation**

Le présent Accord est conclu pour une période indéfinie, chacune des Parties pouvant y mettre fin à tout moment, moyennant un préavis de six mois adressé par écrit à l'autre Partie.

**ARTICLE 7**  
**Entrée en vigueur**

Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date d'échange de la dernière notification de l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales internes requises pour son entrée en vigueur.

**EN FOI DE QUOI**, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

**FAIT** à Bruxelles, le 9 juin 2010, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise, anglaise et monténégrine, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

**OVEREENKOMST  
TUSSEN  
HET KONINKRIJK BELGIË  
EN  
MONTENEGRO  
INZAKE  
HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN  
DOOR BEPAALDE GEZINSLEDEN  
VAN HET DIPLOMATIEK EN CONSULAIR PERSONEEL**

**HET KONINKRIJK BELGIË,**

**EN**

**MONTENEGRO,**

**GELEID DOOR DE WENS** een overeenkomst te sluiten teneinde het verrichten van betaalde werkzaamheden door bepaalde gezinsleden van het personeel van de zendingen van de Zendstaat dan wel van consulaire posten die deze heeft op het grondgebied van de Ontvangende Staat, te vergemakkelijken,

**ZIJN** het volgende overeengekomen:

## **ARTIKEL 1**

### **Toepassingsgebied van de Overeenkomst**

1. Op grond van wederkerigheid mogen volgende familieleden betaalde werkzaamheden verrichten in de Ontvangende Staat:
  - a) de echtgeno(o)te en de ongehuwde kinderen jonger dan 18 jaar van een diplomatieke agent of een consulaire ambtenaar van de Zendstaat die zijn aangesteld:
    - (i) bij de Ontvangende Staat, dan wel
    - (ii) bij internationale organisaties met een zetel in de Ontvangende Staat;
  - b) evenzo, de echtgeno(o)te van een ander personeelslid van de zending van de Zendstaat of van een ander personeelslid van de consulaire post van deze Staat;

zoals bepaald in artikel 1 van de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek verkeer (1961) en consulaire verkeer (1963).
2. De toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten zal worden verleend door de autoriteiten van de Ontvangende Staat overeenkomstig de aldaar van kracht zijnde wetgeving en voorschriften en overeenkomstig het bepaalde in deze Overeenkomst.
3. Deze toestemming zal niet gelden voor de ingezetenen van de Ontvangende Staat of de vaste verblijfhouders op zijn grondgebied.
4. Tenzij de Ontvangende Staat anderszins beslist, wordt geen toestemming verleend aan de begunstigden die, na betaalde werkzaamheden te hebben aanvaard, niet langer deel uitmaken van het gezin van de in de eerste paragraaf van dit artikel bedoelde personen.
5. De toestemming is geldig voor de periode dat de in de eerste paragraaf van dit artikel bedoelde personen zijn aangesteld bij de diplomatieke zending of de consulaire post van de Zendstaat op het grondgebied van de Ontvangende Staat, en vervalt op zijn laatst wanneer de aanstelling eindigt dan wel binnen een redelijke termijn na de beëindiging.

## **ARTIKEL 2**

### **Procedures**

1. Elk verzoek om toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden wordt uit naam van de begunstigde door de ambassade van de Zendstaat gestuurd naar de Directie Protocol van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Montenegro dan wel naar de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België.

Na verificatie of de persoon in kwestie een familielid van een agent is voorzien in het toepassingsgebied van het artikel 1, eerste paragraaf, en na onderzoek van het officiële verzoek, zal de bevoegde autoriteit van de Ontvangende Staat de ambassade van de Zendstaat ervan in kennis stellen dat het familielid de betaalde werkzaamheid mag uitoefenen.
2. De gevolgde procedures worden dusdanig toegepast dat de begunstigde van de toestemming zo snel mogelijk betaalde werkzaamheden kan verrichten; alle voorschriften inzake werkvergunningen en soortgelijke formaliteiten worden welwillend toegepast.

3. Toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten betekent niet dat de begunstigde wordt vrijgesteld van de vereisten of voorschriften die gewoonlijk van toepassing zijn op persoonsgegevens, professionele of andere kwalificaties waarvan de belanghebbende het bewijs dient te leveren voor het verrichten van de betaalde werkzaamheden.

### **ARTIKEL 3**

#### **Civiel- en administratiefrechtelijke voorrechten en immuniteiten**

Ingeval de begunstigde van een toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten civiel- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht geniet in de Ontvangende Staat, overeenkomstig de bepalingen van de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek en consulaire verkeer, dan wel enig ander toepasselijk internationaal verdrag, is deze immuniteit niet van toepassing op handelingen die voortvloeien uit het verrichten van betaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk en administratief recht van de Ontvangende Staat vallen. De Zendstaat zal afstand doen van de immuniteit van tenuitvoerlegging van alle gerechtelijke uitspraken die met betrekking tot dergelijke handelingen worden uitgesproken.

### **ARTIKEL 4**

#### **Immuniteit ten aanzien van strafzaken**

Ingeval de begunstigde van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden immuniteit geniet ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken van de Ontvangende Staat, overeenkomstig de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen, dan wel van enig ander toepasselijk internationaal verdrag:

- a) doet de Zendstaat afstand van de immuniteit van de rechtsmacht in strafzaken die de begunstigde van de toestemming ten aanzien van de Ontvangende Staat geniet met betrekking tot elk handelen of nalaten dat voortvloeit uit de betaalde werkzaamheden, behalve in bijzondere gevallen wanneer de Zendstaat van mening is dat het doen van afstand in strijd zou kunnen zijn met zijn belangen;
- b) het doen van afstand van immuniteit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken wordt niet geacht mede betrekking te hebben op de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke uitspraak, waarvan uitdrukkelijk afstand moet worden gedaan. In dergelijk geval neemt de Zendstaat het verzoek van de Ontvangende Staat ernstig in overweging.

### **ARTIKEL 5**

#### **Belasting- en sociale zekerheidsstelsels**

In overeenstemming met de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag zijn de begunstigten van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden onderworpen aan de belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangende Staat, ten aanzien van alles wat verband houdt met het verrichten van bedoelde werkzaamheden in deze Staat



**ARTIKEL 6**  
**Duur en beëindiging**

Deze Overeenkomst is gesloten voor onbepaalde duur, met dien verstande dat elk van de Partijen ze te allen tijde kan beëindigen door hiervan zes maanden van te voren schriftelijk kennis te geven aan de andere Partij.

**ARTIKEL 7**  
**Inwerkingtreding**

Deze Overeenkomst zal in werking treden op de eerste dag van de tweede maand volgend op de dag van uitwisseling van de laatste kennisgeving van de voltooiing van de interne grondwettelijke en wettelijke procedures noodzakelijk voor zijn inwerkingtreding.

**TEN BLIJKE WAARVAN** de ondertekenende vertegenwoordigers, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

**GEDAAN** te Brussel, op 9 juni 2010, in twee originele exemplaren, in de Franse, de Nederlandse, de Engelse en de Montenegrijnse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in uitlegging, is de Engelse tekst doorslaggevend.